

Dépasser le pessimisme

Les acteurs du coup d'Etat, les membres du CSRD, ont annoncé leur intention d'amorcer rapidement le retour à un ordre constitutionnel normal et d'organiser des élections dans les plus brefs délais. Une des préoccupations des Nigériens et des partenaires du Niger, à l'heure actuelle, c'est de connaître le calendrier de ce retour à la démocratie. La discipline de l'armée nigérienne et son expérience dans la gestion des conflits politiques (expérience à nuancer bien entendu), laissent espérer que le retour du Niger vers un régime démocratique se fera sans doute.

C'est fort de cet espoir que la communauté internationale s'est contentée de faire une condamnation de principe suite à la prise de pouvoir par les militaires. En effet, Moins de 72h après le renversement du président Tandja, une mission conjointe de l'ONU, de l'Union Africaine et de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est rendue à Niamey pour discuter avec le nouveau pouvoir nigérien¹. Elle s'est dite rassurée sur les promesses faites pour l'évolution de la situation au Niger. Un des responsables du CSRD, le Colonel Djibrilla Hima, a également été reçu à huis clos par la commission de l'UEMOA qui tenait son sommet à Bamako, 48h après le coup d'Etat. Il a réaffirmé l'intention de l'armée pour un retour à l'ordre constitutionnel et a rassuré que l'armée n'entend pas s'éterniser au pouvoir.

A ce jour, nous n'avons aucune raison objective de ne pas faire confiance à ces déclarations d'intention du CSRD. Certains analystes ont certes vite fait de rappeler que bien de putschistes ont fait des déclarations similaires avant de changer de position. Nous espérons, tout en demandant aux Nigériens de rester vigilants sur cette question, que le CSRD ne dévierait pas sur ce point (le retour du pouvoir aux civils), et cela pour au moins deux raisons.

Premièrement, le Niger est aujourd'hui fort d'une société civile et d'acteurs politiques très engagés, et le peuple nigérien a dorénavant accumulé un minimum d'expérience du débat politique. Ainsi ce peuple nigérien assez averti, de même que les partenaires extérieurs du Niger (Union Africaine, CEDEAO, UE, USA...), ne cautionnerait plus jamais l'installation pérenne d'un régime d'exception; et nous osons espérer que les responsables du CSRD ont conscience de cette donne.

Deuxièmement, l'expérience historique du Niger en matière de changements de régimes et de périodes d'exception est assez riche d'enseignements. Envisager l'instauration durable d'un nouveau régime d'exception au Niger est une négation de l'Histoire et une des plus grosses erreurs politiques que l'on puisse imaginer à ce jour; nous estimons, également, que les responsables du CSRD ne commettront pas cette erreur.

D'ailleurs, le désaveu (au Niger comme en dehors) et l'effondrement du dernier régime d'exception en date (celui de Tandja avec sa « sixième république ») est certainement une leçon d'humilité pour les ambitieux du pouvoir, et une preuve que plus jamais les Nigériens ni leurs partenaires crédibles (CEDEAO...) n'accepteront la confiscation des acquis démocratiques.

Ainsi, il est tout à fait légitime de voir les choses avec optimisme et de réfléchir prioritairement, à l'heure actuelle, aux perspectives immédiates et à moyen terme d'un retour de la stabilité et d'un départ nouveau pour le développement du Niger.

- 1. Voir [cet article de Jeune Afrique](#).

URL source (Obtenu le 19/04/2024): <https://cridecigogne.org/content/depasser-le-pessimisme>